

## **UNSAC - 46<sup>e</sup> réunion : l'ONU préoccupée par les activités terroristes qui continuent de déstabiliser l'Afrique centrale**

**Brazzaville (Congo)/Libreville (Gabon), 02 juin 2018** – L'Afrique centrale « continue de faire face au fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent, en particulier les activités de Boko Haram », a observé le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, lors de la cérémonie officielle du segment ministériel de la 46<sup>e</sup> réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), le 1<sup>er</sup> juin 2018 à Brazzaville. Pour y faire face, les Ministres et Chefs de délégation des Etats membres ont recommandé à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) d'accélérer le processus de mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre adoptée lors de la 41<sup>e</sup> réunion de l'UNSAC en novembre 2015 à Libreville. La réunion des experts, tenue du 29 au 31 mai, a longuement débattu de cette question et a pris conscience des enjeux. « Le prochain sommet conjoint de la CEEAC et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur les questions de terrorisme et de l'extrémisme violent, prévu en juillet 2018, sera une occasion importante pour renforcer la coopération interrégionale dans ce domaine », a souligné le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, qui s'est également dit toujours préoccupé par l'impact des activités de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) sur les populations civiles et le développement de certains pays de la région.

M. Fall a évoqué le cas particulier de la République Centrafricaine (RCA) : la situation à l'Est du pays est de plus en plus inquiétante depuis le départ des partenaires militaires régionaux et internationaux, y compris la Force régionale d'intervention de l'Union africaine chargée de traquer les éléments de Joseph Kony. « J'encourage la sous-région à réévaluer les mécanismes en place pour s'assurer que la LRA ne profite pas de ce vide et pour mettre définitivement fin à cette menace transfrontalière », a-t-il plaidé. De manière générale, il a regretté le « regain de tensions et de violences liées aux activités des groupes armés qui maintiennent en otage le pays et les populations civiles, entravant le processus de paix et de rétablissement de l'autorité de l'Etat ». Il a salué le courage et le professionnalisme des casques bleus de la MINUSCA qui, malgré des attaques répétées et des conditions de travail difficiles, jouent un rôle déterminant dans ce processus, « parfois au péril de leur vie ».

Dans ce contexte, le Chef de l'UNOCA a réitéré le soutien des Nations Unies à l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation, qui vise à trouver une solution durable à la crise qui perdure en RCA. « J'encourage les pays de la sous-région à renforcer leur engagement et leur appui au processus de paix dans le cadre de cette initiative, y compris à travers un soutien politique et financier accru », a-t-il souligné, appelant « toutes les parties prenantes à travailler étroitement à cette fin, en tenant compte de la question cruciale de la justice et de la réconciliation nationale ».

Par ailleurs, le Représentant spécial est revenu sur le climat politique et la situation sécuritaire dans quelques pays couverts par l'UNOCA. Au Burundi et en République démocratique du Congo (RDC), il a invité les uns et les autres à « placer l'intérêt général au-dessus de toute autre considération et à faire le choix d'un dialogue inclusif et de bonne foi pour résoudre leurs différends et tracer une voie pacifique pour leurs nations respectives ». Au Congo, il a noté que « le processus de paix et le retour à la sécurité dans la région du Pool [...] est un développement encourageant » dont l'ONU espère « un aboutissement heureux dans les meilleurs délais ». Quant au Cameroun, il a insisté sur la persistance des tensions et des violences dans les régions anglophones du Nord-ouest et Sud-ouest. « Les Nations Unies exhortent tous les acteurs à s'abstenir de tout acte susceptible de contribuer à une nouvelle détérioration de la situation, y compris l'incitation à la violence sur les réseaux sociaux », a affirmé M. Fall, rappelant que « le dialogue constitue la meilleure voie pour identifier une solution durable à la crise ».

Les ministres et chefs de délégation des Etats membres de l'UNSAC ont réaffirmé le rôle politique du Comité dans la promotion des mesures de confiance à travers une Déclaration adoptée lors des travaux, qui ont également été marqués par un huis-clos sur la situation en Guinée équatoriale.

Outre le Chef de l'UNOCA, plusieurs autres hauts fonctionnaires de l'ONU ont participé à la 46<sup>e</sup> réunion du Comité, notamment la Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC et Cheffe de la MONUSCO (Mme Leila Zerrougui), l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs (M. Said Djinnit) et le Représentant spécial du Secrétaire général en RCA et Chef de la MINUSCA (M. Parfait Onanga-Anyanga).

La 47<sup>e</sup> réunion de l'UNSAC aura lieu à Ndjamena en décembre 2018. Le Ministre congolais des Affaires étrangères, M. Jean-Claude Gakosso, y fera le bilan de ses six mois de présidence du Comité. Le Tchad (1<sup>ere</sup> Vice-présidence), la RDC (2<sup>e</sup> Vice-présidence) et l'Angola (Rapporteur) font également partie du bureau. Celui-ci était précédemment dirigé par le Rwanda, représenté à Brazzaville par M. Olivier Nduhungirehe, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.